



## **CONVOCATION**

**à la séance du Conseil général**

**de lundi 8 juin 2009, à 19h30 à l'Hôtel de Ville**

### **QUATORZIEME SEANCE**

#### **Nominations**

##### **09-113**

**Nomination** d'un membre au sein du Conseil intercommunal du Syndicat du Théâtre Régional de Neuchâtel, en remplacement de M. Pierre-Alain Storrer (UDC), démissionnaire.

##### **09-114**

**Nomination** d'un membre au sein de la Commission financière, en remplacement de M. Pierre-Alain Storrer (UDC), démissionnaire.

##### **09-115**

**Nomination** d'un membre au sein de la Commission spéciale « Millénaire 2011 », en remplacement de M. Pierre-Alain Storrer (UDC), démissionnaire.

##### **09-116**

**Nomination** d'un membre au sein de la Commission spéciale des énergies, en remplacement de M. Pierre-Alain Storrer (UDC), démissionnaire.

#### **Rapports du Conseil communal**

##### **09-012**

**Rapport du Conseil communal**, concernant le conseil d'établissement scolaire et le partenariat au sein des écoles de la Ville de Neuchâtel.

##### **09-014**

**Rapport du Conseil communal**, concernant les coûts liés aux conditions hivernales 2008-2009.

**09-010**

**Rapport du Conseil communal**, concernant la vente d'un immeuble à Chaumont.

**09-009**

**Rapport d'information du Conseil communal**, concernant la prolongation des funiculaires Ecluse-Plan et la Coudre-Chaumont.

**Autres objets****07-403**

**Proposition** (dont l'urgence est demandée) des groupes radical et libéral, par Mmes et MM. Blaise Péquignot, Daniel Domjan, Alain Becker, Fabienne Spichiger, Jonas de Pury, Amelie Blohm Gueissaz, Jean Dessoulavy, Jean-Charles Authier, José Caperos, **Gérald Comtesse et Philippe Etienne**, au sens de l'article 32 du Règlement général, concernant la maîtrise des finances communales (équilibre budgétaire) (Déposée le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008)**.

«Projet

**Arrêté  
concernant la maîtrise  
des finances communales de la Ville de Neuchâtel  
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier**.- En redéfinissant les missions des services de l'administration communale et en prenant des mesures structurelles, le Conseil communal présente pour les années 2009 à 2011 un budget à tout le moins équilibré.

**Art. 2.-** Tout budget dérogeant exceptionnellement à l'article premier devra être accepté à la majorité des deux tiers des membres présents du Conseil général.

**Art. 3.-** Pour l'exercice 2012, le budget devra également être équilibré, à moins que la fortune nette de la Commune n'ait atteint le montant de 40 millions de francs au minimum.

**Art. 4.-** Toute modification ou abrogation du présent arrêté ne pourra intervenir que moyennant une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

**Art. 5.-** Le présent arrêté prend fin au 30 juin 2012.

**Art. 6.-** Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

#### Développement écrit

Certes, le principe de l'équilibre budgétaire est ancré dans la loi sur les communes en son art. 42. Mais l'art. 58 al. 2 de cette même loi tempère quelque peu la règle puisqu'il précise: « En principe, le budget de fonctionnement doit être équilibré », tempérament que le règlement sur les finances et la comptabilité des communes (RFC) reprend en stipulant en son art. 4 que « Le compte de fonctionnement doit être équilibré à moyen

terme. » En fait, la seule limite véritablement posée pour l'établissement du budget consiste dans le fait que le déficit ne peut être supérieur à la fortune nette.

Dès lors, l'intention d'exiger un budget équilibré pour les années à venir n'est pas saugrenue en regard des dispositions précitées. Bien au contraire, cette intention traduit la volonté d'une rigueur plus marquée.

En outre, ce serait se donner un instrument de maîtrise des finances communales puisque l'équilibre budgétaire devrait alors être atteint en tenant compte des variations parfois incontournables de charges auxquelles la commune doit faire face sans en avoir le contrôle, l'obligeant ainsi à redéfinir certaines priorités ou certaines tâches en sachant qu'elle ne dispose pas de moyens supplémentaires.

C'est dans ce sens qu'il s'impose également de flanquer cette obligation d'équilibre budgétaire de la contrainte de redéfinir les missions des services de l'administration communale et prendre des mesures structurelles. Ce sont en effet les béquilles nécessaires à assurer cet équilibre.

Il convient encore de préciser que, comme tout mécanisme de restriction de la gestion financière, une majorité qualifiée des deux tiers serait requise soit pour admettre, à titre tout à fait exceptionnel, un budget déficitaire ou pour abroger l'arrêté avant son terme. Dès lors que la mise en place d'un tel instrument résulte d'un consensus qui va au-delà des simples majorités politiques, il est logique que toute dérogation ou abrogation réponde à une même exigence de consensus.

**L'urgence demandée a été retirée par ses auteurs le 14 janvier 2008.**

#### Discussion

**07-404**

**Proposition des groupes popvertssol et socialiste par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Sandra Barbetti Buchs, Sébastien Bourquin, Bernard Junod, Jocelyn Fragnière, François Konrad, Pascal Helle, Laurence Gauchat, Daniel Hofer, Yves Carraux, Olivier Arni, Cristina Tasco et Anne-Dominique Reinhard, au sens de l'article 32 du Règlement général, visant à la modification du Règlement général de la Commune de Neuchâtel du 17 mai 1972 par l'introduction d'un article 160 (nouveau) Fortune nette et coefficient fiscal (Déposée le 3 décembre 2007) (Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Projet

**Arrêté  
modifiant le Règlement général  
de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972,  
par l'introduction de l'article 160  
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- Le chapitre IV, Dispositions financières, du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972, est complété comme suit:

Art. 160 (nouveau) – Titre: Fortune nette et coefficient fiscal

- <sup>1</sup> Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent de la moitié des recettes fiscales annuelles.
- <sup>2</sup> La moitié des recettes fiscales annuelles est déterminée sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables.

**Art. 2.** - Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement. »

**Développement**

Il nous paraît important que la fortune nette dépasse un certain seuil afin de pouvoir faire face aux fortes amplitudes des recettes fiscales des personnes morales. Cela nous éviterait de prendre des mesures urgentes, et surtout dommageables, que cela soit sur le plan des missions qui nous sont confiées ou sur des mesures salariales à l'égard du personnel communal.

Le Service des communes nous impose une réserve, surtout si l'on doit présenter un budget déficitaire. Cette règle comptable exige que le montant de la fortune nette doive pouvoir couvrir tout budget déficitaire.

Selon le Service des communes, l'état de la fortune nette devrait représenter au moins l'équivalent d'une année de rentrées fiscales, ce qui représente pour la Ville un montant d'environ 130 millions.

Cette mesure « idéale » est difficile à concrétiser aujourd'hui. Néanmoins, il est tout à fait judicieux d'essayer de se prémunir contre une conjoncture défavorable et de prévoir une fortune nette représentant au moins la moitié des recettes fiscales actuelles, soit environ 65 millions.

Actuellement, les amplitudes des recettes fiscales des personnes morales d'une année à l'autre, peuvent représenter des écarts maximaux de quelque 20 millions.

La réserve que nous prévoyons permettrait d'éviter de naviguer à vue en cas de difficulté budgétaire. Nous avons tous pu constater ces dernières années l'amplitude inquiétante des rentrées fiscales des personnes morales. Cette amplitude est aggravée par des diminutions du coefficient fiscal peu réfléchies.

En appliquant dorénavant cette règle, nous maintiendrons un minimum de fortune nette. Cela représenterait, selon les rentrées fiscales actuelles, une réserve de trois ans en cas de conjoncture fortement défavorable.

C'est bien dans cet état d'esprit que nous voyons la chose, et non celui de permettre d'établir un futur budget fortement déficitaire qui serait lié à l'augmentation de notre fortune nette.

Discussion

### **07-505**

**Postulat du groupe UDC, par Mmes et MM. Frédéric Guyot, Steven Bill, Maria Angela Guyot, Anne-Frédérique Grandchamp et Marc-André Bugnon** demandant l'étude de l'introduction d'un arrêté sur le frein à l'endettement et au respect de normes budgétaires pour l'établissement des budgets communaux, de la Commune de Neuchâtel (Déposé le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Lors de la discussion du budget 2008, le groupe UDC a évoqué le besoin pour la Ville de Neuchâtel de se doter d'un instrument permettant de respecter certaines lignes budgétaires, afin de mieux tenir compte de la fluctuation des recettes, garantissant une meilleure gestion budgétaire du ménage communal.

A l'instar de ce qui a prévalu sur le plan cantonal depuis 2005, le groupe UDC demande au Conseil communal d'étudier toutes les voies et moyens de parvenir à se doter d'un outil législatif, contraignant pour parvenir à présenter des budgets qui garantissent des niveaux acceptables de dépenses, respectivement des déficits prévisibles et maîtrisés. »

### Développement

Le groupe UDC renonce, pour le moment, à présenter un projet de proposition plus ou moins aboutie, à mesure, que, pour elle, les personnes les plus au fait des pondérations à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet, restent le Conseil communal.

Le frein à l'endettement est le seul outil contraignant pouvant permettre de tendre vers l'équilibre des dépenses et une saine gestion des deniers publics.

Dans un contexte d'économies à trouver, en ville de Neuchâtel, le groupe UDC demande au Conseil communal de mettre en œuvre cette option législative et le prie de nous présenter un rapport dans les délais légaux en la matière.

### Discussion

#### **08-613**

**Interpellation des groupes ULR, UDC et Popvertssol, par MM. Blaise Péquignot, Steven Bill et Nicolas de Pury**, concernant "l'avenue des Alpes et la sécurité des piétons en particulier" (Déposée le 15 septembre 2008):

« Le 26 juin 2008, un enfant de deux ans a été hélicoptéré à l'Hôpital de l'Isle à Berne après avoir été, sur l'avenue des Alpes, renversé par une voiture.

A-t-on aujourd'hui le droit de se contenter de considérer ce grave accident de la route comme étant le simple fait de la totalité ? Non, car ce drame ne fait que s'ajouter à la liste des accidents qui, ces dernières années, sont survenus sur cet axe majeur du réseau routier de la ville de Neuchâtel ; axe, qui au demeurant, a déjà fait plusieurs victimes dont au moins deux enfants dont un est malheureusement décédé.

Dès lors que les autorités de la Ville de Neuchâtel ont décidé d'entreprendre des démarches en vue de sécuriser et modérer le trafic dans les quartiers, là où le taux d'accidents est le plus bas, les interpellateurs demandent au Conseil communal s'il entend :

1. Faire établir, par une instance compétente et indépendante, par ex. le Bureau suisse de prévention des accidents (BPA), **un audit de sécurité routière** de l'avenue des Alpes, cela à l'appui, d'une part de la présente interpellation et des pièces qui lui sont rattachées, d'autre part d'une illustration appropriée de la statistique des accidents survenus sur cet axe entre 1993 (année de l'ouverture de la N5 sous Neuchâtel et du changement de fonction de l'avenue des Alpes qui est devenue l'artère de liaison entre la jonction de Vauseyon et les hauts de la Ville) et août 2008.

2. Joindre l'intégralité de l'audit précité à la réponse écrite que le Conseil communal entend donner à la présente interpellation, réponse qui précisera en termes parfaitement clairs (où, quoi, quand) les mesures qui seront prises pour pallier, non seulement aux déficits de sécurité routière, mais aussi aux non conformités qui caractérisent l'aménagement actuel de l'avenue des Alpes.

Par la même occasion, le Conseil communal est prié d'indiquer :

- a. Les raisons pour lesquelles des mesures plus conséquentes de sécurisation et de modération de la vitesse du trafic ont, il y a quelques années, été réalisées en particulier dans la partie inférieure de l'avenue des Alpes, entre le carrefour Alpes/Parcs et Alpes/Brévards, alors que d'autres parties de l'avenue présentent depuis longtemps des déficits de sécurité manifestes.
- b. Les critères qui ont prévalu dans le choix de sécuriser, par des mesures d'aménagement, certains accès piétons privés débouchant directement sur l'avenue des Alpes, par ex. av. des Alpes 3/5, 11, 15, 95, alors que ce même axe dénombre pas loin de 15 autres accès non moins dangereux et parmi lesquels il y a au moins 2 accès qui sont en lien direct avec de graves accidents de la route (av. des Alpes 59 et 67).
- c. Les raisons pour lesquelles la quasi-totalité des passages pour piétons disposés sur les carrefours et l'axe de l'avenue des Alpes ne sont pas dotés d'un éclairage spécifique malgré l'existence de directives et normes reconnues d'équipement et ayant force obligatoire.
- d. Les raisons pour lesquelles une multitude de trottoirs ne sont pas abaissés au droit de passage pour piétons, alors qu'un article constitutionnel, une loi et une ordonnance d'application (LHand), des directives et normes ayant également force obligatoire imposent clairement les dispositions à respecter, un assainissement boiteux comme celui récemment mis en œuvre du côté de l'Orangerie/Fbg de l'Hôpital ne pouvant pas servir de bon exemple.
- e. La logique voulant que certains passages pour piétons soient dotés d'une signalisation (panneaux bleus), alors que d'autres ne le sont pas du tout.

- f. Les raisons pour lesquelles le marquage des passages pour piétons se trouve presque systématiquement dans un état tellement dégradé que l'on arrive à présupposer que la Ville de Neuchâtel n'est même plus en mesure d'assurer ses obligations d'entretien et, a contrario, que le rafraîchissement du marquage des places de parc en zone bleue prime sur celui des passages pour piétons.
- g. Les possibilités d'assainissement afin de respecter les exigences de l'OPB.
- h. Les possibilités de modérer, dans les normes légales, la vitesse des usagers de la route.
- i. Les possibilités d'intégrer les piétons dans un véritable concept de cheminement piétonnier.

#### Développement écrit

Bien que ces dernières années des mesures aient été prises ici et là au gré de priorités et critères méconnus du grand public, il n'en demeure pas moins que les démarches entreprises sont non seulement insuffisantes, mais également empreintes de (trop) nombreuses entorses aux règles de l'art, ce qui n'est pas tolérable. Cela est d'autant plus grave que là où des accidents graves sont survenus (par ex. accès piétons de l'av. des Alpes 59 – un enfant décédé, accès piétons de l'av. des Alpes 67 – un enfant grièvement blessé), l'exécutif communal n'a, envers le législatif et la population, manifesté ou communiqué aucune intention par rapport à une stratégie d'assainissement d'une situation qu'elle sait pourtant être dangereuse.

En effet, dans un courrier du 21 décembre 2007 que M. Antoine Grandjean, ancien directeur de la police, a adressé à des riverains demandant des améliorations des conditions de sécurité routière sur la partie médiane de l'avenue des Alpes, il est notamment précisé que « *dans la mesure de ses capacités, le Corps de Police tentera d'augmenter le nombre de contrôles sur cet axe durant l'année 2008,, principalement aux heures de passage des enfants sur cette avenue. Cette avenue est effectivement fortement utilisée comme axe, de desserte de tous les quartiers nord de la ville de Neuchâtel* ».

Par cette déclaration, l'exécutif communal confirme que l'avenue des Alpes est un axe dangereux puisqu'il entend multiplier les contrôles de police. Il ne se donne cependant même pas la peine d'analyser globalement les conditions de sécurité routière prévalant sur cet axe fortement fréquenté et encore moins de trouver des solutions allant au-delà de contrôles de police.

Les annexes 1 et 2 à la présente interpellation recensent un ensemble non exhaustif de déficits de sécurité routière, ainsi qu'une multitude de non-conformités par rapport aux standards d'aménagement d'un axe routier de pareille importance. Du point de vue des usagers de la route les plus vulnérables, en l'occurrence les piétons avec, en particulier, les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite, l'examen de ces deux annexes a de quoi véritablement inquiéter, pas juste quelques riverains, mais l'ensemble des quelque 680 habitants résidant dans le périmètre situé en amont de l'avenue des Alpes. Tous les services, écoles et transports publics y compris, se situent en aval de l'avenue des Alpes, ce qui en fait un axe qu'il faut systématiquement traverser, à moins de renoncer à la marche à pied au profit du recours à la voiture. A cela s'ajoute le fait que l'avenue des Alpes est, depuis l'ouverture en 1993 de la N5 sous Neuchâtel et les développements urbains



intervenues dans les hauts de la ville, devenue un axe routier de première importance qui, de fait, remplit aujourd'hui les fonctions d'une route principale, même si l'avenue des Alpes comporte le statut d'une route communale.

En effet, il ressort de nos recherches que le trafic empruntant l'avenue des Alpes était, en moyenne des jours ouvrables de l'an 2001, de l'ordre de 7'400 à 7'900 véhicules. A titre comparatif, un tel trafic est bien supérieur à celui qui circule sur des axes tels que les rues :

- des Parcs (6'300 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Sablons (4'900 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Saars (4'200 véhicules/jour ouvrable) ;
- de l'Evole (3'700 véhicules/jour ouvrable).

A cela s'ajoute le fait qu'une part toujours plus importante de camions circule sur l'avenue des Alpes, notamment le matin entre 06h30 et 08h00 en raison d'un fort trafic de livraison avec en particulier la valse quotidienne des camions se rendant aux carrières de la Cernia. De telles charges de trafic ne sont clairement plus celles qu'une rue de quartier est à même de supporter, tout comme elles indiquent que les exigences fixées dans l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) ne sont de loin pas respectées.

Au-delà de ces aspects, il apparaît que l'avenue des Alpes sert également d'itinéraire de déviation du trafic H20 de et vers La Chaux-de-Fonds à chaque fois que l'autoroute H20 doit, au niveau des Gorges du Seyon, être fermée pour diverses raisons. Aussi, il est absolument anormal que le trafic H20 devant être dévié soit reporté en pleine ville, étant notamment entendu que l'entier de l'avenue des Alpes traverse un quartier d'habitation. Cet axe routier étant propriété communale, il appartient dès lors à la Ville de Neuchâtel de tout mettre en œuvre pour imposer au Canton (bientôt à la Confédération si la H20 devait devenir route nationale) une limitation du nombre et de la durée des déviations. Dans ce contexte, on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi l'exécutif communal n'a rien entrepris pour que le Canton dévie le trafic circulant sur son réseau routier cantonal sur d'autres routes de son propre réseau. De même, l'exécutif communal ne saurait prétexter que, vu sa fonction routière, l'avenue des Alpes ne peut pas, compte tenu des espaces à disposition, faire l'objet de mesures d'assainissement destinées à garantir durablement la sécurité de toutes les catégories d'usagers de la route.

Aussi, dans la perspective notamment des développements en cours/attendus dans les hauts de la ville, par ex. poursuite de l'urbanisation du quartier de Pierre-à-Bot, réhabilitation du site de l'ancien hôpital des Cadolles, il y a lieu de présumer que le trafic motorisé empruntant l'avenue des Alpes va encore augmenter et que les conditions actuelles de sécurité routière de cet axe vont continuer à se dégrader si rien ne devait être entrepris.

S'agissant des multiples non conformités relevées ainsi que des nombreux déficits de sécurité routière constatés (voir les annexes 1 et 2 à la présente interpellation), il est essentiel de rappeler que le propriétaire/exploitant d'une route comme l'avenue des Alpes est tenu au respect et à l'application des dispositions de conception et de réalisation contenues, non seulement dans la loi, mais aussi dans les directives et normes. A ce titre, et vu notamment le triste état des passages pour piétons situés à l'avenue des Alpes (et ailleurs en ville aussi), les interpellateurs tiennent à rappeler à l'exécutif communal que la norme SN 640'241 « Circulation piétonne – Passages pour piétons » a valeur d'instruction du DETEC et qu'elle a par conséquent force de

loi, également en ville de Neuchâtel ! Cette norme précise, entre autres, que « *les passages pour piétons ne sont pas à considérer comme un simple marquage au sol, mais doivent être appréhendés comme des ouvrages à planifier, à projeter et à réaliser en tenant compte des influences liées à l'exploitation, à l'équipement lui-même et à son entourage* ». Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de l'éclairage des passages pour piétons. Là, les interpellateurs rappellent que tout un ensemble de nouvelles normes sont entrées en vigueur en 2004 (norme SN-TR 13201).

« Rapport technique Eclairage public – Partie 1 » ; normes associées SN-EN 13201-2 à -4 « Eclairage public – Parties 2 à 4 » ; directive SLG 202 « Eclairage public : Eclairage des routes – Compléments aux normes SN-TR 13201-1 et SN-EN 13201-2 à -4 »). Ces normes ont également force contraignante que le tribunal fédéral a, au demeurant, confirmée.

En conclusion, si le Conseil communal peut postuler, par ex. la nécessité de réaliser, en 2015-18 une imposante passerelle pour piétons et cyclistes enjambant la cuvette de Vauseyon, entre les rues des Poudrières et des Parcs, cela pour un montant présumé de un million de francs (voir projet d'agglomération RUN – Volet mobilité douce ; fiche 23-3 du rapport technique du 16 juin 2008), il ferait bien de réviser ses priorités en tenant notamment compte du fait qu'il a des obligations légales et bien plus basiques qui, dans l'intérêt général, priment clairement sur les grandes ambitions qui font toute la beauté des programmes politiques... »

### **09-603**

**Interpellation du groupe socialiste par Mmes et MM. Matthieu Béguelin, Philippe Loup, Daniel Hofer, Thomas Facchinetti, Hélène Perrin, Martine Docourt, Jonathan Gretillat, Claude Béguin et Raymond Maridor**, intitulée « Récupération des déchets : quelle information à la population ? » (Déposée le 26 février 2009) :

"Depuis quelques mois, le centre-ville est le théâtre de multiples travaux, réalisés afin de mettre en place les poubelles enterrées. Différentes informations, assez peu claires, sont parvenues aux habitants de ce quartier de notre ville. Outre la question particulière des déchets recyclables ou compostables, nous souhaitons connaître, de manière précise, les intentions du Conseil communal sur la poursuite de l'installation des poubelles enterrées, notamment en ce qui concerne l'information de la population sur l'utilisation des dites poubelles, cet aspect nous semblant, pour l'instant, par trop lacunaire.

De la même manière, nous souhaitons que le Conseil communal nous informe des conditions précises d'utilisation prévue- à terme pour les poubelles enterrées".

**Le texte de l'interpellation vaut pour développement écrit.**

**Le Conseil communal a répondu par écrit à l'interpellation précitée en date du 4 mai 2009.**

**09-302**

**Motion du groupe socialiste par Mmes et MM. Martine Docourt, Matthieu Béguelin, Philippe Loup, Daniel Hofer, Thomas Facchinetti, Jonathan Gretilat, Hélène Perrin, Raymond Maridor et Claude Béguin**, intitulée « Renforcer le tri et la collecte des déchets recyclables » (Déposée le 26 février 2009) :

"Le groupe socialiste demande au Conseil communal d'étudier la faisabilité et le coût de mesures complémentaires d'organisation pour optimiser le tri et la collecte des déchets recyclables courants".

**Développement écrit**

La mise en vigueur des taxes poubelle est prévue, au niveau cantonal, dès l'année prochaine. Afin d'accompagner sa mise en place, le groupe socialiste demande au Conseil communal d'étudier les potentiels d'amélioration de la collecte des déchets recyclables. Ceci aurait comme but de diminuer, dans la mesure du possible, les flux de voitures dans la direction de Plaines-Roches et de faciliter le recyclage des déchets pour les personnes n'ayant pas de moyen de locomotion, les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Un deuxième point également important à examiner lors de cette étude, serait la mise sur pied par la Ville d'une campagne de sensibilisation sur le coût financier et énergétique lié au recyclage de ces déchets, afin que le consommateur puisse faire des choix environnementaux en toute connaissance de cause.

**Discussion****09-505**

**Postulat de Mme Dorothée Ecklin, popvertssol**, pour la participation des Parlements au Réseau des Trois villes (Déposé le 3 mars 2009) :

« Nous demandons au Comité de l'Association du Réseau des Trois villes d'élaborer une proposition sur les modalités d'associer les Parlements de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Le Locle à ses travaux.

Il conviendrait de mandater conjointement les bureaux des trois parlements pour élaborer très prochainement un projet de convention qui règle la participation parlementaire aux travaux de l'Association Réseau des Trois villes et des divers organes intercommunaux ».

**Développement écrit**

La collaboration intercommunale, sous des formes plus ou moins institutionnalisée et plus ou moins contraignante, est une nécessité dans le contexte économique et sociétal actuel. Cette évolution est inéluctable et il vaut mieux s'y préparer et chercher à fonctionner avec plutôt que de s'y opposer. La collaboration intercommunale, ou intercommunalité comme elle se nomme dans d'autres pays, est aussi un moyen pour les communes de sauvegarder un minimum d'autonomie et des compétences propres. Car la collaboration intercommunale reste du droit communal et donc reste aux mains des communes. Elle permet dans ce sens d'éviter des

fusions plus ou moins consenties (ou imposées) et surtout elle permet de parer à une centralisation rampante des tâches au niveau du canton. Dans ce sens, on peut soutenir les démarches qui vont dans ce sens.

Néanmoins, le reproche de déficit démocratique des institutions intercommunales – et plus spécifiquement le problème de la participation des parlements aux travaux de ces institutions – est une réalité dont il faut tenir compte.

Cette problématique a deux aspects:

- 1) La participation d'un parlement aux activités « extérieures » du gouvernement relèvent strictement de leurs relations internes (information, modalités d'association aux travaux, etc).
- 2) Les parlements concernés doivent se doter des moyens de se concerter et d'imposer leur point de vue commun au besoin.

La question se pose en termes parfaitement identiques à l'échelon intercantonal. Les parlements des cantons romands ont réagi et sont en passe d'adopter la Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'adoption et de l'exécution des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger.

Il nous semblerait indispensable de réfléchir à une démarche similaire entre les Parlements des trois villes que nous représentons ce soir.

Discussion

## **09-402**

**Proposition du groupe popvertssol, par Mme Catherine Loetscher Schneider**, concernant le ramassage des déchets verts (Déposée le 6 avril 2009) :

« Projet

### **Arrêté concernant le ramassage des déchets verts (Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- L'arrêté du Conseil général du 5 novembre 1979, concernant le ramassage des ordures ménagères et la récupération des déchets est complété par un article 2bis ayant la teneur suivante :

**Art. 2bis (nouveau).**- *Pour le ramassage du compost, tout récipient adéquat (sac compostable, seau, conteneur de 60 litres, etc.) peut être utilisé par les citoyens en vue du ramassage par tournées.*

**Art. 2.-** Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Développement

**09-403**

**Proposition dont l'urgence est demandée, de M. Philippe Loup (socialiste),** concernant le rôle de la Commission spéciale Millénaire (Déposée le 4 mai 2009) :

« Projet

**Arrêté  
concernant le rôle de la Commission spéciale Millénaire au moment  
de l'élaboration des grandes orientations des actions et  
manifestations marquant, en 2011, le Millénaire de la Ville de  
Neuchâtel  
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.-** Avec le Conseil communal, la Commission spéciale du Millénaire participe à la définition des orientations stratégiques des actions et des manifestations marquant le Millénaire de la Ville de Neuchâtel en 2011.

**Art. 2.-** Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Développement

**09-506**

**Postulat dont l'urgence est demandée, de M. Matthieu Béguelin, et Mmes et MM. Philippe Loup, Daniel Hofer, Amina Benkais, Olivier Arni, Thomas Facchinetti, Jonathan Gretillat, Raymond Maridor, Sabrina Rinaldo Adam, Claude Béguin, Martine Docourt,** intitulé « Quel passage à la CPU » (Déposé le 4 mai 2009) :

« Le groupe socialiste demande au Conseil communal d'étudier et d'actualiser, compte tenu de l'évolution des divers paramètres du dossier, les meilleures modalités de financement du passage à la Caisse de pensions unique (CPU) ».

### Développement écrit

Le Conseil communal, par la Direction des finances, a exprimé à plusieurs reprises son souci relatif à l'impact du passage à la CPU sur les finances de notre Ville. En cette période de crise, il nous semble primordial de pouvoir maintenir une marge de manœuvre politique et, donc, financière.

C'est pourquoi, le groupe socialiste demande une étude au Conseil communal, afin d'actualiser les intentions qu'il a exprimées initialement dans son rapport du 20 mars 2008 au Conseil général et de déterminer les meilleures modalités de financement du passage à la CPU en fonction de l'évolution de la situation.

Par modalités de financement, notre groupe entend notamment :

- par le biais d'un crédit d'investissement,
  - par le biais de ventes complémentaires de bâtiments ou terrains,
  - par le biais d'un prélèvement à la fortune,
  - par le biais d'une réévaluation des actifs,
- ou toute combinaison de ces modalités.

### Discussion

Neuchâtel, le 18 mai 2009

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

Le président,  
Pascal Sandoz

Le chancelier,  
Rémy Voirol